

**REPONSE RECAPITULATIVE SUR LES MEILLEURES PRATIQUES MISES EN
PLACE PAR LES PARTIS POLITIQUES POUR PROMOUVOIR LES FEMMES EN
POLITIQUE**

Cette réponse récapitulative se fonde sur les études réalisées par le personnel d'iKNOW Politics et les contributions soumises par les expertes suivantes d'iKNOW Politics: Mme Lesley Clark, ancienne parlementaire, Queensland, Australie, Josephine Anenih, ancienne Présidente de la Fédération des avocates et première femme dirigeante du Parti démocratique du peuple (PDP) au Nigeria, Gabriela Serrano, Directrice résidente – Pérou, Institut républicain international (IRI); Mona Lena Krook, Professeur adjoint de sciences politiques et d'études concernant les femmes, le genre et la sexualité à l'Université de St. Louis et Julie Ballington, Spécialiste du Programme pour le partenariat entre hommes et femmes, Union interparlementaire (UIP).

Question

En dehors des quotas, pouvez-vous nous décrire certaines des pratiques et politiques mises en place par les partis politiques à l'intérieur de leur structure et ayant permis de faire augmenter la participation politique des femmes ou de faire évoluer la politique menée?

Introduction

Les partis politiques, qui constituent la porte d'accès aux élections, jouent un rôle clé dans la promotion des femmes dans la vie politique. Les partis politiques nomment des candidats sur leurs listes, soutiennent financièrement la campagne de ces candidats, démarchent les électeurs et créent des plates-formes nationales. Julie Ballington, experte d'iKNOW Politics et Spécialiste de programme de l'UIP, ajoute:

“Les partis politiques formulent aussi des politiques et se fixent des priorités de gouvernance, ils occupent donc une place stratégique pour la prise en compte des questions importantes pour les femmes.” (Ballington, J. Expert Opinion, 2009)

Etant donné l'importance des partis politiques, il est essentiel que ceux-ci fassent figurer des femmes sur leurs listes de candidats, fournissent aux candidates la formation et le soutien dont

elles ont besoin et répartissent de façon équitable les fonds alimentant les campagnes. Nombreux sont les pays dans lesquels l'adoption, spontanée ou requise par la législation, de quotas dans les partis politiques a pris une grande ampleur au cours des dernières décennies. La mise en œuvre de quotas de femmes ne constitue toutefois pas le seul outil utilisé par les partis politiques pour défendre la cause des femmes en politique.

Cette réponse récapitulative met en évidence les stratégies et les politiques à la disposition des partis politiques pour faire augmenter le nombre de femmes en politique. Les stratégies décrites dans cette réponse incluent la création de sections féminines dans les partis politiques, l'offre de formation et d'aide financière aux femmes candidates afin qu'elles puissent mener des campagnes efficaces, la création d'un forum permettant aux femmes d'exercer des pressions et de débattre des politiques et la formulation d'incitations visant à encourager les partis politiques à promouvoir les femmes en politique.

Créer des sections et des commissions réservées aux femmes au sein des partis politiques

Les branches et commissions féminines des partis politiques sont des sections internes aux partis, dont le but est de renforcer la représentation des femmes au sein du parti et dans la vie politique en général. La création de branches des partis politiques réservées aux femmes ne constitue pas un phénomène récent et est défendue par les partis et les militantes politiques depuis le siècle dernier. C'est en 1920, par exemple, que le Parti social-démocrate suédois a institué sa branche féminine, qui comporte aujourd'hui plus de 300 clubs locaux de femmes dans le pays (Réponse récapitulative sur la création de sections féminines dans les partis, iKNOW Politics, 2007).

Souvent, les branches féminines contribuent à défendre l'intérêt des femmes dans le programme politique du parti et donnent davantage de poids aux demandes visant à faire augmenter la représentation des femmes sur les listes de candidats des partis et dans le processus de prise de décision. La Ligue féminine du Congrès national africain (ANC) en constitue un bon exemple. Les efforts de plaidoyer organisés par la Ligue féminine de l'ANC pour lutter contre toutes les formes de discrimination et d'inégalité entre les sexes ont amené l'ANC à décider que les femmes devraient représenter un tiers de ses représentants au

parlement, mesure qui a transformé de façon profonde le parlement démocratique nouvellement élu d'Afrique du Sud (Lamakhosikazi, I.). Mme Lesley Clark, ancienne parlementaire australienne, s'exprimant au sujet du rôle et de l'importance des branches féminines dans les partis, déclare:

“La création d'une branche féminine ou d'une commission consacrée à la condition de la femme peut marquer le coup d'envoi d'un changement d'attitude de la part des hommes et constituer une première étape dans la campagne d'action positive. Attirer des femmes dans le parti pour obtenir le nombre de voix requises pour influencer sur la prise de décision au sein du parti ou dans les enceintes décidant de la politique menée représente aussi un progrès essentiel et une branche féminine peut constituer une enceinte plus confortable pour les femmes sans expérience de la politique. Il est toutefois indispensable que la branche féminine soit intégrée dans la structure du parti et que son rôle soit défini, sinon elle court le risque de se trouver marginalisée et impuissante. Le règlement du Parti travailliste australien (à l'échelon national et pour chaque branche régionale) précise le rôle, la composition et les compétences de l'Organisation des femmes travaillistes (LWO).” (Clark, L. Expert Opinion, 2009)

D'après Teresa Sacchet, les branches féminines des partis politiques d'Amérique latine jouent un double rôle:

“Un grand nombre de sections féminines jouent un rôle fondamental d'une double nature: d'un côté elles soutiennent le parti vis-à-vis du monde extérieur et, de l'autre, elles améliorent l'équité dans les relations entre les sexes. Leurs rôles principaux consistent à conseiller les partis politiques en matière de politique relative à la parité, à sensibiliser les membres des partis à la question du genre et à organiser et former les femmes sur le plan politique.” (Sacchet, T. p. 6, 2005)

Le Partido de Acción Nacional (PAN, Parti d'action nationale) du Mexique, qui a transformé sa section féminine d'une organisation sociale de femmes à une base efficace de promotion de

l'accès des femmes à des positions à responsabilités, constitue un bon exemple de ce type de rôle. Pour les élections qui ont eu lieu entre 1997 et 2003, le Secrétariat national pour la promotion politique des femmes du PAN a fait pression sur les dirigeants locaux et nationaux du parti pour qu'ils choisissent des femmes comme candidates. Grâce à ses efforts, le PAN avait en 2003 davantage de candidates que les deux autres grands partis du pays, à savoir le Partido Revolucionario Institucional (PRI, Parti révolutionnaire institutionnel) et le Partido Revolucionario Democrático (PRD, Parti de la révolution démocratique) (Htun, M. p.115, 2003).

Affecter des fonds à la formation

La recherche montre que l'offre d'une formation destinée à acquérir certaines compétences sur des sujets liés aux campagnes bénéficie aux femmes candidates. Les partis politiques offrent une formation aux femmes membres du parti et, dans certains cas, aux femmes candidates du pays. Mona Lena Krook, experte d'iKNOW Politics et professeur de sciences politiques et d'études concernant les femmes, le genre et la sexualité à l'Université Washington de St. Louis, souligne que le fait d'offrir une formation aux femmes constitue une stratégie particulièrement populaire au sein des partis n'adoptant pas de quotas (particulièrement les partis conservateurs). Mme Krook évoque par exemple la récente campagne intitulée Women2Win lancée par les femmes du Parti conservateur britannique, dont le but était de doter les femmes des compétences requises pour mener efficacement campagne (Krook, M. Expert Opinion, 2009). Le Parti travailliste australien (ALP) offre un autre exemple intéressant, car il propose une formation à tous ses membres féminins, à toutes les candidates éventuelles, ainsi qu'à la personne responsable de la parité (lorsque cette fonction existait) par le biais de ses sections féminines. Les séances de formation offertes par l'ALP ont pour objectif d'améliorer les qualifications des femmes en matière d'organisation de campagne, de gestion des médias, de communication avec le public, de procédure pendant les réunions, de collecte de fonds, etc. (Clark. L. Expert Opinion, 2009).

Dans certains cas, les partis politiques créent aussi des fonds spécialement destinés à la formation des femmes et aux consultations. Au Salvador par exemple, le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) retransmet certaines sommes prises sur le budget du parti au Ministère national de la femme, qui les consacre à la tenue d'assemblées nationales destinées aux femmes militant dans les partis, à la formation, ainsi qu'à l'organisation de consultations avec les femmes. Le parti dispose aussi de fonds spéciaux qu'il utilise pour former ses propres membres féminins. Certaines militantes du FMLN collaborent avec le secteur commercial pour collecter des fonds destinés aux candidates (Luchsinger Sidhu, G et Meena, R. p. 20, 2007). Au Panama, le Parti panaméen offre un autre exemple intéressant, puisqu'il réserve à la formation spécifique des femmes une provision représentant 30% des

fonds que le parti consacre à la formation dans son ensemble. Ces fonds sont attribués au Secrétariat national des femmes, qui dispose d'une structure puissante au sein du parti et est chargé de les distribuer (Young, G. Los partidos políticos panameños y las mujeres. Forum de discussion sur le financement des campagnes de politiciennes, 2008)

Règlement du Parti travailliste australien (ALP) concernant l'Organisations des femmes travaillistes et la Conférence des femmes travaillistes

Organisation des femmes travaillistes

(19) Les objectifs de la LWO sont les suivants:

- (a) défendre les objectifs, méthodes et programmes du Parti;
- (b) promouvoir l'organisation des femmes au sein du parti;
- (c) former les femmes sur le plan politique et professionnel;
- (d) promouvoir les programmes d'action positive en faveur des femmes et
- (e) défendre la sélection et l'élection de candidates à des fonctions publiques.

Conférence des femmes travaillistes

(20) Une conférence des femmes membres du parti se tient le premier week-end d'octobre en un lieu déterminé par la Commission administrative, y compris les centres régionaux.

(21) Toutes les femmes membres du Parti sont membres de l'Organisation des femmes travaillistes et sont autorisées à assister à la Conférence des femmes travaillistes; les femmes qui sont officiellement devenues membres douze mois avant la tenue de la Conférence ont en outre le droit de vote lors de cette dernière.

(22) L'ordre du jour de la Conférence des femmes travaillistes est élaboré par la structure exécutive de la LWO. Les points figurant à l'ordre du jour émanent de toutes les branches et unions, ainsi que des membres à titre individuel.

(23) La Conférence des femmes travaillistes peut présenter des points à faire figurer à l'ordre du jour de la Conférence nationale.

Extrait du Règlement du Parti travailliste australien (Etat du Queensland).

<http://www.ecq.qld.gov.au/data/portal/00000005/content/31590001218521537593.pdf>

La mise à disposition d'incitations et d'aides financières destinées aux candidates

Les partis politiques peuvent aussi adopter des politiques et des mesures spéciales offrant une aide financière aux femmes candidates pendant les campagnes et tout au long de leur mandat public. Par exemple, le Nouveau parti démocratique canadien (NDP) dispose d'un programme d'aide financière permettant aux femmes et aux candidats représentant des minorités de se faire rembourser jusqu'à C\$500 pour frais de garde d'enfants pendant une campagne de nomination, C\$500 pour frais de déplacements dans les circonscriptions particulièrement vastes sur le plan géographique et C\$500 supplémentaires pour les coûts encourus dans une circonscription dans laquelle le titulaire du NDP se retire (Young, L. p.137, 2005). Ces programmes d'aide peuvent permettre aux femmes, non seulement de couvrir une partie de leurs frais de campagne, mais aussi les soulager de leurs inquiétudes concernant le bien-être des membres de leur famille et de leurs collègues.

En outre, certains partis politiques offrent aux candidates la gratuité temporaire de leurs cotisations, frais d'inscriptions et autres frais de campagne pour inciter les femmes à participer à la vie politique. S'exprimant au nom du Parti démocratique du peuple nigérian (PDP), Josephine Anenih, experte d'iKNOW Politics et ancienne dirigeante nationale du PDP, précise:

“Lorsque nous nous sommes rendues compte que les femmes ne venaient pas chercher de formulaires de nomination pour les primaires du parti en raison du caractère élevé des coûts, nous avons décidé de les encourager en leur proposant ces formulaires sans frais. Un certain nombre de femmes qui n'auraient jamais pu se permettre d'acheter des formulaires se sont manifestées, dont une forte proportion a remporté les primaires.” (Anenih, J. Expert Opinion. 2009)

L'une des autres questions importantes pour les candidates concerne la collecte de fonds, de plus en plus cruciale au fur et à mesure de l'augmentation des frais de campagne. Les partis politiques peuvent jouer un rôle de premier plan en donnant aux femmes un accès égal au financement public et en créant des réseaux spéciaux de collecte de fonds destinés aux candidates. Julie Ballington,

experte d'iKNOW Politics et Spécialiste de programme à l'UIP, mentionne l'exemple des groupes de collecte de fonds organisés aux Etats-Unis, en soulignant que:

“Les groupes chargés de la collecte de fonds aux Etats-Unis ont beaucoup fait pour collecter et mobiliser des fonds pour les femmes. Ces réseaux de collecte sont particulièrement importants lorsqu'il n'existe pas de financement public et que les candidates doivent mobiliser des fonds privés pour participer à une élection.” (Ballington, J. Expert Opinion, 2009)

Etant donné l'augmentation récente des frais de campagne, il est essentiel que les partis politiques adoptent des politiques offrant des aides et des incitations financières aux candidates pendant les campagnes. Cette aide peut prendre la forme d'une gratuité temporaire des cotisations de membre et des frais d'inscription au parti, du remboursement des frais de déplacement et de garde, de fonds spécialement destinés à cet effet par les partis, ainsi que de la création de réseaux de collecte de fonds destinés aux femmes candidates.

Offrir aux femmes une enceinte de lobbying et de discussion des politiques

Les expériences pratiques et les données recueillies par la recherche montrent qu'offrir aux femmes une enceinte de discussion et d'échange d'idées peut se révéler essentiel pour mettre les questions qui concernent les femmes à l'ordre du jour politique et créer des alliances à l'intérieur d'un parti dans le but de faire avancer la cause des femmes en politique. Gabriela Serrano, experte d'iKNOW Politics et Directrice au Pérou de l'Institut international républicain relève le point suivant:

“Des alliances clés interviennent également entre femmes dirigeantes de partis différents. Il est important de créer des espaces dans lesquels elles peuvent se rassembler pour partager leur expérience, apprendre ensemble, et chercher des solutions à des problèmes communs. Le résultat des discussions dans ces espaces a généralement un impact sur les pratiques ou politiques internes.” (Serrano, G. Expert Opinion, 2009)

Mme Lesley Clark indique que l'Organisation des femmes travaillistes de l'ALP (LWO) tient sa propre conférence tous les ans, dans le but d'offrir aux femmes la possibilité de débattre de questions de politique, de faire du lobbying sur des points précis, ainsi que de créer des réseaux les unes avec les autres. Mme Clark ajoute que l'ALP dispose aussi d'une Commission de la condition féminine influant sur la politique menée par le parti (Clark, L. Expert Opinion, 2009).

Josephine Anenih déclare que, bien que le Parti démocratique du peuple (PDP) au Nigeria ne dispose pas d'une branche féminine, il s'est doté d'une Commission permanente féminine servant d'enceinte aux femmes désireuses de se réunir et de débattre des questions qui les intéressent avec la dirigeante nationale. Mme Anenih ajoute également que les femmes peuvent, au cours de ces rencontres, élaborer des stratégies concernant la façon de promouvoir la cause féminine et de faire entendre leur voix au sein du PDP (Anenih, J. Expert Opinion, 2009).

D'après Anita Vandenberg, Directrice de projet d'iKNOW Politics, le dialogue n'est pas toujours suffisant. Il faut des documents de politique et des stratégies tangibles susceptibles de faire passer les mots dans la pratique. Au Canada par exemple, le Groupe des femmes du Parti libéral a publié au nom du parti un programme électoral distinct traitant exclusivement des questions liées aux femmes, baptisée du nom de "Livre rose" (jeu de mots faisant référence au "Livre rouge", programme officiel du parti pour les élections). Ce travail a obligé les dirigeants du parti à inclure un certain nombre de ces promesses politiques dans le programme officiel de ce dernier. La création d'un groupe spécial du parti consacré à l'engagement des femmes, qui a organisé dans tout le pays des réunions et des auditions avec les femmes avant de faire connaître ses recommandations, constitue un autre exemple. La Présidente de ce groupe spécial s'est servie des résultats de ces auditions pour élaborer un ensemble de questions concernant la politique relative aux femmes présenté publiquement aux candidats à la direction du parti. De ce fait, il a fallu intégrer à l'ordre du jour politique, aux échelons les plus élevés de la direction du parti, les questions évoquées par les femmes au sein de ce dernier.

L'offre d'enceintes de discussion et de lobbying et l'élaboration de stratégies destinées à faire pression sur les dirigeants masculins des partis donnent aux femmes militantes de partis la possibilité de faire entendre leur voix au sein de leur parti et parmi les électeurs. En outre, les

plates-formes de discussion permettent aussi aux femmes de créer des réseaux avec d'autres femmes dirigeantes et leurs partisans et offrent aux femmes responsables politiques la possibilité de s'inspirer de leurs collègues.

La parité dans les activités des partis

La nomination de candidates sur les listes des partis ou à des postes élus dans la structure du parti ne constitue qu'un aspect des activités des partis politiques. Anita Vandenberg, Directrice de projet d'IKNOW Politics, estime qu'il est tout aussi important que la direction des partis s'engage à mener une politique en faveur de la "parité" (pas plus de 60% d'un seul sexe) dans toutes ses activités et fonctions. Par exemple, un parti peut veiller à ce qu'autant de femmes que d'hommes s'expriment dans le cadre de toutes ses conventions et manifestations. Certains partis vont même jusqu'à s'assurer que toutes les réunions télévisées soient présidées conjointement par un homme et une femme, ce qui peut envoyer un signal visuel fort aux électeurs. Lors de la sélection de parlementaires chargés d'interpeller le gouvernement ou de lui poser des questions, la direction du parti peut veiller à ce que ce soit toujours une femme parlementaire qui soit sollicitée pour poser la première ou la deuxième question.

En outre, les partis peuvent s'assurer que des femmes seront nommées en proportion égale aux commissions, groupes spéciaux et groupes de travail les plus importants du parti. Dans certains cas, la présidente de la section féminine du parti devient membre ex-officio (automatique) d'autres commissions chargées de la prise de décision à haut niveau, notamment les commissions chargées d'élaborer le programme du parti et de sélectionner les candidats pour préparer les élections. Outre la nomination d'un plus grand nombre de femmes candidates, les dirigeants de partis engagés en faveur de la parité disposent aussi d'un certain nombre d'autres méthodes permettant de rendre le parti plus inclusif. Le Parti travailliste australien (ALP), par exemple, prévoit dans son règlement que, dans toutes les élections, la proportion de 40% de femmes et de 40% d'hommes au moins soit respectée pour pourvoir trois postes au moins, pour autant que le nombre de candidats de chaque sexe soit suffisant. L'ALP exige aussi que toute délégation d'une union à toute conférence ou forum organisé par le parti comporte un minimum de 40% de femmes, ainsi qu'un minimum de 40% d'hommes (Règlement du Parti travailliste australien, Etat du Queensland, p.2, 2008).

Il est essentiel de veiller à la parité des sexes dans les plates-formes et les structures internes des partis politiques, afin de rendre tangible l'engagement pris à l'égard de la promotion des femmes en politique. Les partis politiques ont fait appel à un certain nombre de politiques et de règles destinées à faire avancer la parité dans leur structure interne, notamment en exigeant une représentation équitable lors des manifestations et des conférences organisées par le parti, en nommant des femmes et des hommes en proportions égales à des postes ayant accès à la prise de décision et en offrant aux femmes membres du parti une enceinte leur permettant de se faire entendre.

Créer des mécanismes incitant les partis politiques à promouvoir la cause des femmes

S'en remettre à la volonté politique n'est parfois pas suffisant. La recherche montre que proposer des incitations financières et autres aux partis politiques pour qu'ils assurent une meilleure représentation des groupes exclus constitue une motivation importante permettant que davantage de candidates soient nommées sur les listes et dans la structure du parti. Ces incitations peuvent prendre la forme de fonds publics supplémentaires attribués aux partis politiques pour qu'ils veillent à l'équilibre entre les sexes sur leurs listes de candidats. En Ethiopie par exemple, les organisations internationales se sont unies pour constituer un fond commun offrant biens et services aux partis et aux candidats individuels aux élections de 2005, dont ils ont consacré une part plus large aux partis présentant des candidates (Luchsinger Sidhu, G. et Meena, R. p.31, 2007).

Il existe une autre incitation intéressante, à savoir l'offre aux partis politiques faisant la promotion des femmes candidates de temps de parole médiatique gratuit. Julie Ballington, experte d'iKNOW Politics et Spécialiste de programme à l'UIP, précise les points suivants:

“L'accès aux médias publics et privés constitue une part essentielle de la campagne pour établir un lien entre les candidats et la collectivité. Offrir du temps médiatique gratuit constitue une subvention en nature et cette solution a été utilisée au Timor oriental pour aider les femmes candidates. Les partis ayant des femmes bien placées sur leurs listes se sont vus affecter du temps de parole supplémentaire dans les médias. En Bosnie, l'OSCE a œuvré pour améliorer la visibilité des femmes dans les médias en élaborant des normes

concernant le contenu dans les médias et formé des femmes responsables politiques aux stratégies médiatiques.” (Ballington, J. Expert Opinion, 2009)

Dans certains cas, le fait d'imposer des sanctions financières aux partis politiques dans lesquels les femmes sont sous-représentées fonctionne tout aussi bien que les incitations financières. Par exemple, l'amendement adopté en 1999 à l'article 3 de la constitution française stipule que 50% des candidats figurant sur les listes électorales doivent être des femmes, faute de quoi les partis politiques s'exposent à des sanctions. La réforme vise à garantir la parité entre hommes et femmes pour l'accès en France aux fonctions politiques pour lesquelles les représentants sont élus sur la base de listes, y compris les élections au Parlement européen, aux assemblées régionales et municipales et à l'Assemblée nationale. Cette réforme s'appliquera aussi aux élections à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française et de Wallis et Futuna, qui se fondent sur des listes, ainsi qu'aux élections à l'Assemblée provinciale et au Congrès de Nouvelle-Calédonie (les communes de moins de 3.500 habitants sont exemptées) (Ballington, J. 2003, p. 181).

Le recours à un mélange d'incitations et de sanctions destinées à encourager les partis politiques à promouvoir la représentation féminine à des fonctions publiques est devenu un outil populaire pour les gouvernements du monde entier. Certaines de ces incitations figurent dans la constitution nationale, tandis que d'autres sont inscrites dans la législation électorale et la réglementation des partis.

Conclusion

Bien que l'adoption de quotas de femmes ait acquis une certaine popularité ces dernières décennies, il ne s'agit pas de la seule stratégie utilisée par les partis politiques pour promouvoir les femmes dans la vie politique. Les partis politiques du monde entier ont créé des branches et des commissions de femmes au sein de leur structure, fait appel à des incitations financières et à des programmes d'assistance, affecté des fonds à la formation et au renforcement des compétences et créé des plates-formes de discussion et de lobbying permettant aux femmes de réussir en politique. Certains partis ont combiné plusieurs de ces stratégies, tandis que d'autres ont accordé la préférence à l'un de ces outils. En outre, les gouvernements ont élaboré des incitations visant à pousser les partis politiques à promouvoir la candidature de femmes sur

leurs listes et dans leur structure interne en octroyant aux partis un supplément de financement public et de temps de parole dans les médias. Dans certains cas, les gouvernements ont adopté des sanctions, exercées à l'encontre des partis qui ne respectent pas, dans leur structure, la représentation des femmes requise de façon contraignante par la constitution ou une disposition inscrite dans la législation.

Informations supplémentaires:

1. Anenih, J. Expert Opinion: Political Parties Promoting Women in Politics, iKNOW Politics, 2009 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/9923>
2. Ballington, J. Chapitre sur *Gender Equality in Political Party Funding* dans Funding of Political Parties and Election Campaigns, International IDEA, 2003 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/173>
3. Ballington, J. Strengthening Internal Political Party Democracy: Candidate Recruitment from a Gender Perspective” International IDEA, 2004 <http://www.idea.int/gender/upload/JP - WMD PP.pdf>
4. Ballington, Julie, Expert Opinion: Strategies Used by Political Parties to Promote Women in Politics, iKNOW Politics, 2009 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/10028>
5. Clark, Lesley, Expert Opinion: Political Parties Promoting Women in Politics, iKNOW Politics, 2009 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/9918>
6. Réponse récapitulative sur les moyens de promouvoir la parité au sein d'un parti politique, iKNOW Politics, 2008 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5630>
7. Réponse récapitulative: la création de sections féminines dans les partis, iKNOW Politics, 2007 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/3527>
8. Forum - Liberal Task Force on Women, <http://www.annemclellan.com/forum>
9. Galligan, Yvonne, Bringing Women in: Global Strategies for Gender Parity in Political Representation
http://digitalcommons.law.umaryland.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1018&context=wle_papers
10. Htun, Mala, Chapitre sur: *Women, Political Parties and Electoral Systems* dans Latin America in Women in Parliament: Beyond Numbers, International IDEA, 2003 http://www.idea.int/publications/wip2/upload/Latin_America.pdf

11. Krook, Mona Lena, Expert Opinion: Strategies Used by Political Parties to Advance Women in Politics, iKNOW Politics, 2009 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/9937>
12. Lamakhosikazi, Malibongwe Igama, “ANC Women's League 50 Years of Struggle” African National Congress www.anc.org.za/wl/docs/50years.html
13. Luchsinger Sidhu, Gretchen and Meena, Ruth, Electoral Financing to Advance Women's Political Participation: A Guide for UNDP Support, PNUD, 2008 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/9899>
14. Rules of the Australian Labor Party (State of Queensland), 2008 <http://www.ecq.qld.gov.au/data/portal/00000005/content/31590001218521537593.pdf>
15. Sacchet, Teresa, Political Parties: When do they work for Wome, UN-DAW, 2005 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/6886>
16. Serrano, Gabriela. Expert Opinion: Political Parties Promoting Women in Politics, iKNOW Politics, 2009 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/9986>
17. The Pink Book: A Policy Framework for Canada's Future, National Liberal Women's Caucus, 2006 http://www.liberal.ca/pdf/docs/PinkBook_ENG.pdf
18. Le rôle des partis politiques, forum de discussion sur le financement des campagnes de politiciennes (22-29 octobre 2008), iKNOW Politics <http://www.iknowpolitics.org/en/node/7430>
19. Women Candidates and Campaign Finance, Women's Environment and Development Organization (WEDO), 2007 <http://www.wedo.org/wp-content/uploads/women-candidates-and-campaign-finance-report-final.pdf>

20. Young, Gloria: Los partidos políticos panameños y las mujeres, forum de discussion sur le financement des campagnes de politiciennes (22-29 octobre 2008), iKNOW Politics <http://www.iknowpolitics.org/es/node/7431#comment-1997>
21. Young, Lisa. 2005, Chapitre sur: *Campaign Finance and Women's Representation* in Canada and US in Funding of Political Parties and Election Campaigns in the Americas, International IDEA, 2005 <http://www.iknowpolitics.org/en/node/175>